

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Un groupe d'hommes d'affaires libanais attendu au Gabon

L'ANNONCE a été faite au Premier ministre Julien Nkoghe Bekale, hier, au cours de l'entretien qu'il a eu avec l'ambassadeur du Liban dans notre pays, Aline Younes. L'échange s'est déroulé à l'immeuble du 2-Décembre où sont logés les services de la Primature.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon



Photo: DR

Julien Nkoghe Bekale et Aline Younes lors de leur entretien.

JULIEN Nkoghe Bekale, Premier ministre, chef du gouvernement, s'est entretenu à son cabinet de travail, hier, avec l'ambassadeur du Liban au Gabon, Aline Younes. Une rencontre à laquelle prenait part le ministre de la Promotion des investissements, Carmen Ndaot. Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur la volonté du Liban d'accompagner le Gabon dans la diversification de son économie.

C'est dans cette optique que la diplomate a annoncé l'arrivée, le 27 février prochain à Libreville, d'une délégation d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs pour un séjour qui s'étalera jusqu'au 5 mars 2020. En outre, ladite délégation viendra travailler au

renforcement de la coopération bilatérale et étudier les possibilités d'investir dans l'agriculture, les infrastructures, l'industrie et le tourisme.

À noter que la présence de ces hommes d'affaires permettra aux deux parties d'examiner les accords de coopération dans les secteurs pertinents et identifiés dans le Plan de relance économique (PRE). Notamment, l'agriculture, les infrastructures, l'installation de plusieurs usines pharmaceutiques, les BTP, ainsi que de nombreux autres secteurs. Ces Libanais comptent ainsi investir dans l'agro-industrie grâce à un transfert d'expertises et de

compétences ; dans l'import-export et la production de jus de fruits ; etc. Au niveau de l'industrie, les hommes d'affaires venus du Liban pourront investir dans des usines de fabrication de cartons, de produits plastiques et dans le secteur du tourisme. Par ailleurs, revenant sur la coopération bilatérale, Aline Younes a indiqué que celle-ci est "très excellente", en témoigne la présence d'une forte communauté libanaise au Gabon. L'objectif actuel, selon la diplomate, consistera à resserrer les liens et accompagner davantage le Gabon dans la diversification de son économie.

La 3e voie fustige "une déclaration tendancieuse"

J.KOMBILE MOUSAVOU
Libreville/Gabon

A ce qu'il semble, la récente sortie du président du groupe parlementaire du Parti démocratique gabonais (PDG) à l'Assemblée nationale, Martin Mabala, a du mal à passer chez certains acteurs politiques. Pour preuve, le leader de la 3e voie, Gérard Ella Nguema, s'en est pris vertement, dernièrement, au député du 5e siège du département de l'Ogooué et des Lacs, en dénonçant "une déclaration tendancieuse prêtant à confusion". D'autant plus que, selon lui, dans celle-ci, Martin Mabala s'est quelque peu emmêlé les pinceaux en occultant le principe de la séparation des pouvoirs.

"Chaque pouvoir jouit d'une autonomie dans son fonctionnement, le président de la République est le garant des institutions. De par son pouvoir discrétionnaire, il nomme et démet aux fonctions en toute indépendance. Il ne reçoit aucune injonction, encore moins de la part des députés", a-t-il lancé.

De même, a-t-il précisé, la nomination du Premier ministre est encadrée par l'article 15 de la Constitution. Lequel dispose que: "Le président de la République nomme le Premier ministre. Il met fin à ses fonctions, de sa propre initiative, ou sur la présentation du Premier ministre de la démission du gouvernement, ou à la suite d'un vote de défiance ou de l'adoption d'une motion de censure par l'Assemblée nationale".

Prenant l'opinion nationale et internationale à témoin, Gérard Ella Nguema constate, pour le déplorer que, "depuis quelques mois, une agitation politique intempestive se fait jour dans notre pays autour des appels à mobilisation, à sensibilisation par des courtisans". D'où, a-t-il appelé, les uns et les autres au calme et à la sérénité. Non sans indiquer que, "Ali Bongo Ondimba est, et demeure, le président du Gabon. Et que l'heure est au travail!".

Pour rappel, la 3e voie est un groupement de partis politiques (FPG, UFR, D.N, PPU, AJP, BDP, PPCN, CCDG, MCR, etc.) ne se reconnaissant ni dans la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, ni dans l'opposition.



Photo: SM/L'Union

Les acteurs de la 3e voie.

Entre nous soit dit Savoir garder la mesure est une qualité

LES faits, même les plus anodins autant que les évidences les plus convenues, prennent une dimension et ont un statut qui confine au sacré. Mieux encore, il nous faut nous plier devant la parole révélée, qui est d'essence divine. Tout ceci, par notre inclinaison volontaire et notre propre affectation.

Pour l'observateur de la chose politique nationale, il est une donnée essentielle, et celle-ci a d'ailleurs une valeur cardinale. Car, c'est par elle et son prisme absolu, que toute orientation, toute analyse autant que toute appréciation doit être faite. Vous conviendrez avec nous que le bimensuel édité par indigo publication dénommé Lettre du continent, rythme et conditionne nos conversations politiques. Avec une naïveté déconcertante, le citoyen gabonais est assuré de rentrer dans le cercle du secret. Tout ce qui viendrait de cette feuille de chou est consommé

avec avidité et surtout sans discernement.

Plus étonnant est le comportement des membres de cette caste, qui vous annoncent avec condescendance, non seulement, qu'ils y sont abonnés mais surtout, qu'ils reçoivent la version numérique dès parution. À ce qu'il paraît, chez ces gens-là, cela fait très tendance. Nombre de sujets qui bruissent chez nous avec véhémence trouvent leur origine dans les écrits de cette fameuse Lettre qui canalise et formate nos vues sur le fait politique local.

Loin de vouloir leur chercher querelle, nous constatons la situation et disons les choses. Il y a quelque temps, elle nous annonçait le départ du Premier ministre même si depuis, elle s'est ravisée par une pirouette dont elle seule a le secret. Les résultats sont là et les conséquences aussi.

Le Parti démocratique gabonais par deux fois est contraint de se justifier. La toute dernière parution de la Lettre nous envoie à Londres tutoyer "Tony Blair institute for global change". Du coup, les activistes et autres pseudo intellectuels se lancent dans des diatribes, dans lesquelles l'amalgame et les approximations le disputent à la bêtise et aux divagations niaises.

Peut-on nous dire, en quoi s'appuyer sur l'expertise avérée et le savoir-faire d'un cabinet de référence mondiale est péché mortel ? Reconnaissons-le, il n'y a là que du discernement vertueux.

Teddy OSSEY*

*Chroniqueur